



CONSULAT DE SUISSE
EN ALGÉRIE

en									
Datum									ALGER, le 30 mai 1958.
Vise									27, Bld Carnot Téléphone 339-22 et 383-12 Chèques postaux N° 53-89
EPD 20. Juni 1958									
Ref. p. B. 73. Alger. O.									

*En liaison
p. b. Retour
p. 20. v. 58
Indice n. 1.*

RÉFÉRENCE: Notre T.12.1.-V/bu
Votre

CONFIDENTIEL

Au Département politique fédéral,
B e r n e .

Monsieur le Conseiller fédéral,

Les événements qui se sont déroulés récemment ont une importance dont on est, je pense, parfaitement conscient dans notre pays, où les nouvelles d'Alger, comme j'ai pu m'en rendre compte, parviennent en abondance. Peut-être a-t-on cependant quelque peine à se persuader chez nous de la réalité du rapprochement des Européens et des Musulmans, comme de la sincérité des manifestations qui se succèdent pour l'exalter.

Lors de l'entretien que vous m'aviez accordé la veille de mon départ de Suisse, je vous avais dit, vous vous le rappelerez, que je ne pouvais moi-même comprendre cette surprenante évolution et que je doutais de la véracité des nouvelles qui l'annonçaient. J'en suis d'autant plus à l'aise pour vous assurer qu'un changement vraiment extraordinaire s'est opéré.

Dans toutes les régions de l'Algérie qui échappent à la domination des fellagas on assiste à une incontestable fraternisation des Européens et des Musulmans. Dans quelle mesure est-elle sincère, profonde, durable? Est-elle illusoire? Voici à quoi il est encore bien difficile de répondre. Pour le moment on vit dans une euphorie dont le paroxysme a peut-être été atteint, mais qui reste le trait dominant de la situation; elle me paraît être devenue quasiment unanime.

Comment expliquer ce qui s'est passé? Je vais essayer de le faire.

Tout d'abord, il me semble hors de doute que la révolution du 13 mai - ce mot n'est pas excessif - était préparée de longue date. Depuis que je suis arrivé ici et que j'ai été en mesure de renseigner notre Ambassade à Paris sur la situation en Algérie, j'ai constamment appelé l'attention du lecteur sur la propagande systématique, impitoyable, d'une partie de la presse d'Algérie, de "L'Echo d'Alger" et de son propriétaire, M. de Sérigny, au premier chef, contre le "système", en fait contre le régime; sur la succession monotone, évidemment concertée, des appels des groupements se proclamant pa-

On est prié de joindre à toute demande l'affranchissement pour la réponse et de ne traiter qu'un objet par lettre



triotiques contre la politique gouvernementale "d'abandon" dans les affaires d'Afrique du Nord, contre les prétendues ingérences de l'étranger, contre le "complot" international dont la France était, affirmait-on, la lamentable victime. Sur des êtres profondément révoltés par les attentats terroristes, inquiets à l'extrême pour leur avenir et celui de leurs descendants, souvent assez rudes de caractère et peu cultivés, ne comprenant que des paroles simples et des attitudes sans nuances, un tel "bourrage de crâne" ne pouvait avoir pour effet que d'amener leurs sentiments à ^{une} extrême surexcitation. Cette passion, déchaînée naguère sur les "bicots", les "melons", les "boulougnés", se détournait peu à peu sur la Métropole, sur l'étranger.

Ce développement était vu favorablement par le Ministère de l'Algérie qui, s'il ne l'aidait pas, croyait habile de s'en servir pour faire peur au gouvernement et obtenir des moyens propres à imposer la politique de M. Lacoste. C'était la tactique constante de "La Semaine en Algérie", organe de propagande du Ministère.

Mais la politique du Ministre de l'Algérie comportait la loi-cadre, et il est frappant de constater que pendant les semaines qui ont précédé le Treize Mai, grandissait en Algérie l'opposition à l'application de cette loi, que M. Jacques Soustelle avait pu faire modifier, mais non repousser. Il devenait clair que l'on en voulait à M. Lacoste lui-même, et que l'on cherchait - malgré ce qu'écrivait M. de Sérigny dans "L'Echo d'Alger" - à diminuer sa popularité.

A la fin d'avril, la crise gouvernementale donnait aux meneurs l'occasion d'une première épreuve de force (voir ma lettre à l'Ambassade en date du 29 avril, page 2): dans un calme presque absolu, manifestement encadrés, 15.000 Algérois (Européens en presque totalité), manifestaient au Monument aux Morts en faveur d'un gouvernement "de salut national", malgré l'interdiction prononcée par M. Lacoste. Et les chefs du mouvement étaient, à l'issue de la cérémonie, félicités par M. Serge Baret, Inspecteur général, préfet d'Alger, aujourd'hui en disgrâce à Paris, mais toujours en fonction sur place, pour la manière parfaite dont l'affaire avait été menée à chef. Dans celle-ci certains observateurs voyaient la main de M. Chaban-Delmas, par l'entremise de M. Delbecque, futur membre du Comité de Salut public.

L'épreuve avait réussi. Aussi pouvait-on constater, lors de la commémoration de l'armistice du 8 mai 1945, que l'on verrait sans trop de chagrin à Alger le départ de M. Lacoste et son remplacement par un Soustelle ou un Massu, ce dernier recevant, avec les "paras" et les "territoriaux", des ovations symptomatiques et les acceptant avec un sourire complaisant (voir ma lettre du 9 mai à l'Ambassade). En quittant l'Algérie, au lendemain de cette journée, alors que sa

présence à Alger eût paru nécessaire, M. Lacoste admettait-il, comme un apprenti sorcier, qu'il avait perdu la maîtrise des forces redoutables dont il avait cru pouvoir se servir pour sa politique, ou se faisait-il plus ou moins le complice de ce qui se préparait? Je ne saurais le dire. Il ne pouvait toutefois pas ne pas avoir quelque idée du tour qu'allaient prendre les événements.

Le Cabinet civil était, semble-t-il, dans l'ignorance. Le Secrétaire général du Ministère, M. Pierre Chaussade, les principaux collaborateurs civils du Ministre ont regagné la Métropole après le Treize Mai, le Préfet Maisonneuve, l'homme de la "loi-cadre", est retourné à la direction de l'E.G.A. (électricité et gaz de l'Algérie). Mais le Cabinet militaire savait. Peut-on en déduire que l'Armée était au courant et approuvait? Dans une certaine mesure, je pense qu'oui. Peut-être le Général Salan n'était-il pas renseigné exactement? Sa popularité n'est pas grande, on le sait. Mais Massu? Rude militaire, sans ambition personnelle dit-on, fervent catholique communiant chaque dimanche, époux d'une femme dont on dit qu'elle est intelligente pour deux, il a dû être partagé entre son amertume contre le régime qui a humilié l'Armée, qui l'a empêché de conquérir l'Egypte, et son sens profond de la hiérarchie. Sa chance est d'avoir trouvé dans le Général Salan le supérieur qui, au moins provisoirement, a réuni en ses mains la défense de la légalité et la direction de la révolte. La chance de l'Algérie, et peut-être celle de la France, au moins dans l'immédiat, est que l'insurrection préparée par les ultras et les mouvements patriotiques, éclatant peut-être plus tôt qu'il n'était prévu, en l'absence particulièrement de M. Soustelle, ait pu, après quelques préliminaires sans excessive gravité, être canalisée et "coiffée" par un chef aussi populaire que Massu, avec l'assentiment du détenteur des pouvoirs civils et militaires, le Général Salan.

On sait de reste que les rapports de l'Armée et de ses chefs avec le pouvoir civil étaient tendus. On peut donc dire, je crois, que, le 13 mai, les vœux et les intérêts des militaires d'Algérie ont dans l'ensemble coïncidé avec ceux des civils européens.

L'insurrection du 13 mai ayant réussi de la manière qui est connue, il fallait y associer l'ensemble de la population européenne, ce qui ne devait pas causer de difficultés particulières; en outre on voulut démontrer à la métropole et à l'étranger que les Musulmans s'y ralliaient aussi. A l'exception de quelques cas particuliers, la force n'a pas été employée, selon tous mes informateurs, pour la réussite du projet. En revanche, une propagande massive a été entreprise au début (camions circulant dans tout Alger avec des hauts parleurs, pressions individuelles, etc.) pour convaincre les Musulmans de se joindre aux manifestations qui, jour après jour, étaient organisées. Ils sont venus d'abord par crainte, voire par curiosité. Pour certains de ceux que l'on amenait de l'intérieur à Alger en camions, c'était l'occasion de connaître une cité

qu'ils n'avaient jamais vue. Des premières femmes qui devaient se dévoiler publiquement, on murmure qu'elles exerçaient une profession spéciale dans la Casbah!

Et c'est alors qu'a commencé à se réaliser un phénomène étonnant. Dans l'ambiance exceptionnelle qui baignait la foule immense massée sur le Forum et ses voies d'accès, un mouvement spontané et généralement sincère a précipité les uns vers les autres des gens qui, vivant sur la même terre, mais séparés de plus en plus par un conflit atroce, subissaient, de part et d'autre, une immense lassitude. Il fallait que quelque chose arrive à tout prix, les circonstances ont permis que ce fût une réconciliation spectaculaire. L'incroyable s'était produit. Et sans se donner le temps de réfléchir, on a renoncé à toute discrimination, à toute inégalité, pour accepter la fraternité complète dans une Algérie intégrée à la France.

Le nom du Général de Gaulle, plus prestigieux sans doute encore chez les Musulmans que chez les Européens, dont beaucoup ont été autrefois partisans du Maréchal Pétain, a fait certainement beaucoup pour le rapprochement. Jointe à l'esprit de justice, l'autorité, et l'autorité militaire surtout, est généralement respectée, d'ailleurs, par les Musulmans. Et une bonne partie de l'armée, qui n'avait pas une sympathie sans réserves pour les Européens d'Algérie, notamment pour une certaine minorité de "prépondérants", devait accueillir avec faveur des perspectives d'entente que les officiers des Sections administratives spéciales et urbaines (S.A.S. et S.A.U.) s'employaient, pour leur part, à ouvrir depuis longtemps, d'une manière que l'on pouvait croire périmée, mais qui forçait l'estime et même l'admiration de l'observateur.

En même temps que se développaient ces perspectives, les chefs de l'insurrection devaient tirer les conséquences de leur succès.

La première journée, animée essentiellement par de très jeunes gens, avait eu un caractère d'émeute que vous a déjà décrit mon premier collaborateur. Ces jours, un de mes amis, haut fonctionnaire des services économiques du Ministère, me disait la rage qu'il avait éprouvée en retrouvant, le 14 mai, son bureau saccagé, ses dossiers et ses livres détruits, une photographie de famille sciemment souillée! De tels faits cessèrent lorsque l'armée, jusqu'alors complice ou du moins passive, prit la tête du mouvement. On relèvera pourtant l'attitude parfois brutale des insurgés contre les représentants officiels de la République. L'Inspecteur général Pierre Lambert, préfet d'Oran, qui avait été l'un des plus énergiques exécutants de la politique de M. Lacoste et qui, à ce titre, pouvait prétendre à une certaine reconnaissance de la part des Oranais, a été ainsi publiquement déculotté, avant de

partir pour la Métropole, à l'instar de bien des hauts fonctionnaires de l'Algérie. Certains préfets, comme ceux de Tizi-Ouzou et d'Orléansville, ont été placés en résidence forcée pendant quelques jours avant de pouvoir regagner Paris. On ne peut dénier, au surplus, aux procédés des insurgés une certaine analogie avec des méthodes que l'on espérait ne plus connaître. Les articles haineux que continue de publier "L'Echo d'Alger" rappellent les violences verbales des propagandes nationalistes d'avant 1945 (on dit que M. de Sérigny a tenté, à la faveur des événements, d'empêcher les autres quotidiens d'Alger de paraître). Parmi les innombrables et fastidieuses motions que reproduisent les journaux ou les déclarations de certains chefs, on trouve des appels à une extrême "vigilance". "La chasse à l'homme a commencé", m'a confié un compatriote, mais je n'ai, jusqu'à présent, aucune preuve de cette affirmation. Cependant un journaliste connu, M. Mannoni, du "Monde", n'a pu, on le sait, continuer à exercer en toute liberté sa profession; le correspondant de "La Gazette de Lausanne", M. Ch. Ravussin, retenu pendant quelques heures, puis libéré après un entretien "aimable" avec le Colonel Godard, chef de la Sûreté désigné par le Général Salan, craint d'être de nouveau inquiété. Enfin, selon un journaliste qui a pu assister à des délibérations du Comité de salut public d'Alger, on essaierait d'organiser, sur le mode fasciste ou communiste, des sortes de cellules dans les immeubles pour surveiller le comportement des habitants, savoir notamment pourquoi l'un ou l'autre ne pavoisent pas, leur "conseiller" de le faire même s'ils ne partagent pas l'opinion dominante. Le Général Massu a fait un véritable appel à la délation, en stigmatisant ceux qui répandent des "bobards" et en engageant le public à lui donner des noms. "Je me charge du reste", a-t-il conclu. Mais doivent être considérés comme bobards les bruits pouvant nuire au mouvement, même s'ils ne sont pas sans fondement, par exemple ce qu'on raconte au sujet du Général Salan.

Vous savez qu'après bien des péripéties un Comité central de salut public pour l'Algérie et le Sahara s'est formé sous la présidence commune du Général Massu et de M. Sid Cara, collaborateur de M. Lacoste dans le gouvernement Gaillard; les vice-présidents sont le Général Jouhaud, commandant l'Aviation, Oranais d'origine, M. Léon Del becque, ancien chef de cabinet de M. Chaban-Delmas, et M. Ouazem Bouali, président de la Fédération des Maires de Kabylie. Il est intéressant de noter que le Sahara n'a pas été oublié: selon certains, il s'agirait d'une marque d'opposition à la politique d'organisation commune des régions sahariennes; selon d'autres - mais c'est une thèse très aventureuse à mon avis et que je ne mentionne qu'avec les plus expresses réserves - l'in-

tention de conserver pour l'Algérie seule les ressources minières et surtout le pétrole du Sahara aurait guidé certaines personnalités algériennes ayant joué un rôle dans la préparation du Treize Mai; un tel objectif, qui comporterait éventuellement la sécession, serait cependant en opposition flagrante avec la politique d'intégration de M. Soustelle.

Ce dernier s'est joint au Général Massu et à M. Sid Cara pour former un "Comité de coordination des affaires politiques et civiles" sous la "haute surveillance" du Général Salan. En fait M. Soustelle, personnalité assez énigmatique qui, dit-on, aurait beaucoup changé, comme tant d'autres, depuis son retour à Alger, joue en quelque façon le rôle du Ministre de l'Algérie, la première place officielle restant, toutefois, au Général Salan dans les manifestations. De l'avis général, M. Soustelle, dont les paroles ont souvent, compte tenu de l'ambiance algérienne, un ton de sagesse, exerce une influence modératrice. On ne pense pas ici, cependant, qu'il soit venu à Alger avec l'accord du gouvernement Pflimlin, comme on a pu le supposer ailleurs,

Même avec le soutien des multiples comités locaux de salut public (celui d'Alger est maintenant présidé par le Colonel Godard, qui passe pour passablement rétrograde), ces organismes sont loin de constituer un gouvernement. L'Algérie est devenue une vaste kermesse, dans laquelle l'Armée est à peu près seule à limiter la pagaille. Et l'introduction, dans la machinerie, de M. de Sérigny, qui se pousse habilement au premier plan malgré son impopularité, n'est pas faite pour augmenter le prestige et l'efficacité des nouveaux pouvoirs. Les services administratifs fonctionnent cependant tant bien que mal; les municipalités assurent les besoins courants, mais leurs principaux membres ont été, ici ou là, écartés (M. Jacques Chevallier, qui aurait pensé momentanément à gagner la Métropole, vivrait retiré dans sa villa; on n'oserait toucher à sa personne, de crainte des réactions musulmanes).

Tous les chefs de l'insurrection, militaires et civils, sont unis cependant pour réclamer l'arrivée au pouvoir du Général de Gaulle. Aucune réconciliation entre la Métropole et l'Algérie n'est imaginable sans ce dénouement. Et l'unanimité est presque aussi complète pour envisager un coup de force contre la Métropole si celle-ci ne cède pas. Après l'entrée de la Corse dans l'illégalité sous la haute autorité du Général Salan et avec l'approbation enthousiaste des Comités, des mesures de débarquement dans la Métropole ont été préparées. Des journalistes ont été prévenus qu'une place leur était réservée dans le premier avion qui amènerait à Paris les représentants de l'Algérie insurgée. Sans doute certains ont-ils des scrupules; le Colonel Bigeard, a-t-on dit, n'était pas d'accord avec Massu; la marine n'aurait pas été favorable au mouvement de révolte, mais son chef en Algérie, l'Amiral Auboyneau, a pourtant publiquement apporté sa voix aux insurgés, avec un certain

retard, il est vrai.

Deux tendances paraissent désormais irréversibles, quelles que soient les éventuelles conséquences.

Tous les Français d'Algérie reconnaissent qu'il est impossible de revenir sur les promesses faites dans l'enthousiasme à la communauté musulmane. Ne pas les tenir risquerait de provoquer de la part de celle-ci des réactions incalculables; le fossé deviendrait infranchissable. On commence à se demander pourtant comment on pourra assimiler en fait l'Algérie à la Métropole. Où trouver par exemple les sommes énormes qui seraient nécessaires (il y a des gens pour penser qu'une fois encore on obtiendra de l'argent de l'étranger!)? Que serait une Assemblée nationale où siègeraient quelque 120 députés élus au collège unique, c'est-à-dire à peu près autant de Musulmans? C'est à la Métropole de se débrouiller, pense-t-on, et on l'accuse déjà d'être en retard dans la voie de la fraternisation!

Si, d'autre part, il se trouvait des chefs en Algérie pour admettre un gouvernement que ne présiderait pas le Général de Gaulle, ils seraient balayés par la colère publique. D'ailleurs, il faut bien le dire, le nom de ce dernier est surtout un symbole. Il y a sans doute bien des nuances dans les vues des meneurs, mais on croit discerner dans la majorité populaire l'exigence d'une dictature militaire où l'Algérie imposerait sa loi. Et on préférerait même, vraisemblablement, un gouvernement autoritaire Soustelle ou Massu à un gouvernement où de Gaulle serait entouré de ces hommes de la IVe République qui depuis longtemps sont traînés aux gémonies par une propagande dont l'événement paraît avoir dépassé les objectifs.

Où les opérations militaires en sont-elles dans tout cela? Les communiqués publiés par la presse continuent à signaler, toujours dans les mêmes régions (que M. Clostermann a nettement définies devant l'Assemblée nationale), des combats qui coûtent la vie à quelques dizaines de fellagas. Mais quelle créance méritent ces communiqués?

Le premier numéro du "Miroir de l'Algérie française" qui, sous le signe de la Croix de Lorraine, a succédé à "La Semaine en Algérie" (période du 12 au 18 mai), constate "une sensible régression de l'activité opérationnelle de l'adversaire qui demeure sur une prudente réserve face aux événements d'Alger". Les réactions du F.L.N., selon ledit organe, se traduisent par "une indiscutable stupéfaction", suivie d'une "exploitation propagandiste".

La veille du Treize Mai, un légionnaire avait confié à mon premier collaborateur que les pertes françaises étaient lourdes, notamment pour la Légion étrangère. Il avait parlé encore d'un énorme gaspillage de matériel.

Le lundi de Pentecôte, un ami m'a conduit à Dellys, petit port de Grande Kabylie, à quelque cent kilomètres d'Alger par la route. Dans cette localité bardée de barbelés, on ne respirait plus l'atmosphère détendue d'Alger; on sentait bien plutôt la présence proche des rebelles.

A l'égard de la situation internationale, la population manifeste en général une superbe indifférence. Son ignorance à ce sujet est incroyable. Bien des gens attendaient une promenade triomphale de l'armée d'Algérie à Tunis. Le Comité d'entente et d'action des anciens combattants et cadres de réserve, ne la voyant pas venir, a réclamé "la destruction des camps F.L.N. en Tunisie". "Les risques de répercussions internationales, disait naïvement son communiqué, ne seraient pas étendus, puisque le gouvernement français n'y aurait aucune responsabilité et que, d'autre part, il ne serait pas question de renverser le gouvernement de Bourguiba". Même pour "L'Echo d'Alger" (23 mai), cette phrase dénotait "une certaine méconnaissance des faits du moment".

Selon la presse, mon nouveau collègue américain, le Consul général Lyon, a eu, sur leur demande, un entretien avec les autorités militaires d'Alger; il aurait saisi l'occasion pour leur donner des conseils de prudence, notamment quant à la Tunisie.

Comme je l'avais prévu, la colonie suisse, dans son ensemble, a épousé, depuis le Treize Mai, les sentiments des Français d'Algérie. Cependant elle ne s'est livrée, jusqu'à présent, à ma connaissance, à aucune manifestation intempestive et j'ai toute raison de croire qu'elle conservera une attitude digne.

Depuis le rapport de mon premier collaborateur en date du 21 mai, aucune modification ne s'est produite dans nos relations avec les autorités d'Algérie. M. Koetschet a les contacts nécessaires pour les affaires courantes. Pour ma part je suis resté sur la réserve, comme la plupart de mes collègues et d'accord avec ceux-ci, pour éviter, non pas tellement de blesser les autorités de Paris, mais de donner à la propagande des insurgés l'occasion de prétendre que la révolte reçoit une sorte de consécration de l'étranger. Le dimanche de Pentecôte, avec presque tous mes collègues de carrière, j'ai

cependant, sur l'invitation de l'Archevêque, Mgr Duval, assisté à une cérémonie de prières pour la France, l'Algérie et la paix. Dans le chœur le Général Salan était seul; au premier rang de la nef se trouvaient, à droite, les chefs militaires avec les généraux Jouhaud et Massu, à gauche, les chefs civils, dont, successivement, M. Soustelle, M. Regard, fonctionnaire de moyenne catégorie chargé par le Général Salan des fonctions de secrétaire général, M. de Sérigny, etc.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, l'assurance de ma haute considération.

Le Consul général de Suisse:

H. Voisin

Copie (2 ex.) à l'Ambassade de Suisse, à Paris.